

Mesurer l'impact de la microfinance à Hyderabad, Inde

Abhijit Banerjee, Cynthia Kinnan, Esther Duflo, Rachel Glennerster, Emily Breza



Small businesses in Hyderabad, India

Fieldwork: Centre for Micro Finance (CMF)

Location: Hyderabad, India

Sample: 2 800 ménages parmi 104 communautés vivant dans les bidonvilles de Hyderabad

Timeline:
2005 to 2010

Partners:
ICICI Bank
Spandana

Question de politique: Le microcrédit est l'innovation dont on parle le plus parmi l'arsenal des politiques de lutte contre la pauvreté qui sont apparues au cours du siècle dernier ; cette innovation a connu un essor spectaculaire au cours des trente dernières années. Avec aujourd'hui plus de 150 millions d'emprunteurs, le microcrédit a sans aucun doute permis de mettre les services financiers formels à la portée des plus démunis. Beaucoup considèrent que le microcrédit fait bien plus, car en plaçant cet argent entre les mains des familles pauvres (et souvent des femmes) il favorise les investissements en matière d'éducation et de santé et donne aux femmes une plus grande voix au chapitre. Pour les sceptiques à l'inverse, ces organisations de microcrédit ne sont rien d'autres que des prêteurs à l'ancienne s'assurant un profit sur le dos des pauvres gens qui sont bien incapables de résister à la tentation sans cesse renouvelée de faire appel à l'emprunt. Preuve en est, disent-ils, le grand nombre de très petites entreprises de crédit dont peu finissent par prendre de l'envergure et sortir du lot, laissant

les autres se livrer à une concurrence acharnée. Jusque très récemment, il était difficile de trouver des arguments solides pour donner raison à l'une ou l'autre de ces affirmations opposées.

Cadre de l'évaluation: Plus d'un tiers de la population d'Hyderabad vit dans des taudis ou des logements précaires,¹ et il n'existe quasiment aucun accès aux services financiers formels. Au moment de l'enquête initiale, il ne s'y trouvait pratiquement aucune institution de micro-finance (IMF) susceptible de consentir des prêts dans la zone échantillon et pourtant 69 % des foyers avaient au moins un emprunt en cours. Ces emprunts étaient contractés auprès de prêteurs (49 %), de membres de la famille (13 %), ou d'amis et de voisins (28 %). Rares étaient les cas où les emprunts étaient souscrits auprès de banques commerciales.

Créé en 1998, Spandana est l'un des organismes de micro-

finance le plus important et le plus dynamiques d'Inde. En 2008, il comptait 1,2 millions d'emprunteurs actifs. Spandana propose des prêts de micro-finance classiques, à des groupes auto-constitués de six à dix femmes recevant des prêts collectifs. Un "centre" se compose de 25 à 45 groupes, et pour en devenir membre, l'emprunteur doit (i) être une femme, (ii) âgée de 18 à 59 ans, (iii) avoir résidé dans la même circonscription depuis au moins un an, (iv) posséder une pièce d'identité valide et une preuve de résidence, et (v) au moins 80% des femmes constituant un groupe doivent être propriétaires de leur logement.

Détails de l'intervention: Les chercheurs ont organisé une évaluation aléatoire de l'impact de l'introduction du microcrédit sur un nouveau marché. L'organisation Spandana a sélectionné 120 quartiers d'Hyderabad où elle jugeait intéressant d'ouvrir des agences, les critères étant que ces communautés ne bénéficiaient pas au préalable d'institutions locales de micro-finance et que les résidents étaient eux-mêmes des emprunteurs potentiels. Seize communautés ont été écartées car elles comptaient un grand nombre de travailleurs migrants, qui n'ont par essence pas le profil idéal du candidat à l'emprunt. Cinquante-deux quartiers ont été sélectionnés de manière aléatoire en vue d'une ouverture immédiate d'une agence de Spandana, tandis que cinquante-deux autres quartiers étaient sélectionnés pour faire partie du groupe témoin.

Spandana a lancé ses produits financiers dans les villages du groupe test dès le début de l'étude en 2005. Des données ont été recueillies sur les revenus, les habitudes de consommation, d'emprunt et d'investissement, d'un échantillon aléatoire de ménages éligibles dans les quartiers des groupes test et témoin. L'emprunt avait en moyenne un montant d'environ 10.000 roupies (soit 250\$ US).

Résultats et conclusions politiques: *Emprunts contractés et utilisation des fonds* : 27% des ménages éligibles ont contracté des emprunts auprès de Spandana (ou d'une autre IMF) entre le début et la fin de l'étude. Spandana n'exige pas spécifiquement que les emprunts soient à vocation commerciale, cependant 30 % des emprunteurs de Spandana ont indiqué qu'ils allaient utiliser leurs emprunts pour démarrer une nouvelle activité, et 22 % pour acheter des parts dans des entreprises existantes. 30 % des emprunts étaient, aux dires des personnes interrogées, destinés à rembourser un emprunt existant, 15 % à acheter

des biens de consommation durable à usage familial et 15 % à compléter la consommation du ménage.

Nouvelles entreprises et bénéficiaires des entreprises : 7% des ménages dans les quartiers du groupe test ont indiqué gérer une entreprise qui avait été lancée dans l'année en cours, contre 5,3 % dans les quartiers du groupe témoin. Les propriétaires d'entreprises existantes n'avaient pas constaté que l'arrivée de nouveaux concurrents entraînait des changements au niveau de leurs bénéficiaires.

Dépenses : Les habitudes de dépenses sont très différentes selon les groupes considérés. Ceux possédant déjà une entreprise achètent plus de biens de consommation durable, tant pour leur foyer que pour leur entreprise, autrement dit, ils investissent. Ceux qui sont susceptibles d'acheter une nouvelle affaire mettent en veilleuse certaines dépenses non-essentiels telles que le tabac, les sorties etc. pour privilégier l'investissement. Les personnes les moins disposées à démarrer une entreprise consomment plus de biens de consommation non-durables. Un basculement des dépenses dites futiles vers les dépenses d'investissement dans les deux premiers groupes est un signe encourageant et peut générer une plus grande consommation à l'avenir, bien qu'il soit un peu tôt pour le dire avec certitude. L'augmentation de la consommation dans le troisième groupe peut être liée au fait que les ménages ont remboursé des emprunts à des taux d'intérêts plus élevés ce qui libère des liquidités pour la consommation. Mais il se peut aussi que les ménages aient simplement dépensé l'argent emprunté pour acheter des biens autres que des biens d'investissement, augmentant ainsi leur niveau d'endettement. Là encore, il est difficile de le déceler dans le cadre de la présente étude à court-terme.

Éducation, santé et responsabilisation des femmes : aucun élément ne démontre que le microcrédit responsabilise les femmes ni qu'il ait des effets positifs sur la santé ou l'éducation. Les femmes des quartiers du groupe test n'étaient pas plus enclines à prendre des décisions sur les dépenses du foyer, les investissements, l'épargne ou l'éducation. Les ménages des quartiers du groupe test ne consacraient pas une part plus importante de leur budget aux dépenses médicales ou sanitaires que les ménages des quartiers du groupe témoin, et leurs enfants n'étaient pas moins susceptibles d'être malades. Pour ce qui est des foyers avec des enfants en âge scolaire, les ménages des

quartiers du groupe test n'étaient pas plus susceptibles d'avoir des enfants scolarisés – même s'il faut noter que les taux de scolarisation étaient déjà élevés dans les deux groupes.

¹ Greater Hyderabad Municipal Corporation, "Chapter V: Basic Services to the Urban Poor," Hyderabad - City Development Plan, <http://www.ghmc.gov.in/cdp/chapter%205.pdf>. (consulté le 8 septembre, 2009)

¹ CGAP. "Financial inclusion" <http://www.cgap.org/topics/financial-inclusion>. Accessed: 2015. 01. 20.

² "Chapter V: Basic Services to the Urban Poor," Hyderabad - City Development Plan, Greater Hyderabad Municipal Corporation, Accessed September 8, 2009 <http://www.ghmc.gov.in/cdp/chapter%205.pdf>.

Related Papers Citations: *Banerjee, Abhijit, Emily Breza, Esther Duflo, and Cynthia Kinnan. "Can Micro Finance Unlock a Poverty Trap for Some Entrepreneurs?" Working Paper, September 2019.* *Banerjee, Abhijit, Esther Duflo, Rachel Glennerster, and Cynthia Kinnan. 2015. "The Miracle of Microfinance? Evidence from a Randomized Evaluation." American Economic Journal: Applied Economics 7(1): 22-53.*

Visit this page online for links to related research, news, videos, and more: <https://www.povertyactionlab.org/fr/evaluation/mesurer-limpact-de-la-microfinance-hyderabad-inde>

The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL) is a network of 194 affiliated professors from 62 universities. Our mission is to reduce poverty by ensuring that policy is informed by scientific evidence. We engage with hundreds of partners around the world to conduct rigorous research, build capacity, share policy lessons, and scale up effective programs. J-PAL was launched at the Massachusetts Institute of Technology (MIT), and now has regional offices in Africa, Europe, Latin America & the Caribbean, North America, South Asia, and Southeast Asia. For more information visit povertyactionlab.org.